

L'Emergence de la Chine

Dr. Mancer Ilyes *

ملخص:

تشكل التجربة الصينية نموذجاً حياً للقوى الاقتصادية الصاعدة في العالم. حيث تمكنت من تحقيق وثبة اقتصادية جعلت الكثيرين يصفونها بالمعجزة. موضوع هذه الورقة هو محاولة اجابة على السؤال كيف حققت الصين ذلك. نحاول فهم تطور الاقتصاد الصيني على ضوء السياسات الاقتصادية المتبناة بالأخص منذ نهاية السبعينات و تكوين نظرة شاملة و ديناميكية حول اهم المحطات التي مر بها الاقتصاد الصيني و الأسس الاقتصادية التي بني عليها.

Abstract:

How China could emerge? This is the question to it we will try to answer. The purpose of the paper is to understand the development of the Chinese economy. It traces its impressive progress to transform its economy during the years of reform. It examines the process of economic accumulation in China and captures the strengths and limitations of the development of the Chinese economy.

Introduction :

Dire que le centre de gravité de l'économie mondiale se déplace vers l'Asie est toujours d'actualité. Après le Japon, les tigres asiatiques et la Corée du sud, c'est au tour de la Chine de faire parler d'elle. Sa mutation économique a été extrêmement rapide depuis les premières réformes à la fin des années 70, une mutation hors du commun par son ampleur et son échelle. En effet, partie d'une position de pauvreté il y a trente ans, l'économie chinoise a dépassée depuis déjà 2014 celle des États-Unis et le Japon en 2010. Son produit intérieur brut (PIB) réel a cru d'environ 10 % par an, soit un doublement du PIB tous les sept à huit ans. Elle est la première puissance industrielle dans le monde, son taux d'investissement représente quatre fois celui de la France ou des

*** Maître de Conférence -B - Université Akli Mohand Oulhadj- Bouira.**

Etats-Unis. Ces performances suscitent naturellement tant de questions qui fondamentalement portent un seul grand titre : Comment la Chine a pu émerger ?

Pour répondre à cette question, nous nous placerons dans une perspective mixte, à la fois historique et analytique. Nous avancerons l'hypothèse que l'essor économique de la Chine ne dépend pas seulement des opportunités offertes par la mondialisation, il est aussi le résultat d'une série de réformes et de politiques économiques d'envergure qui ont transformé en profondeur l'économie chinoise.

Pour mener notre analyse, au point de départ, nous présenterons une phase importante du développement de l'économie de la Chine d'aujourd'hui, celle des réformes et nous essaierons d'identifier les facteurs essentiels qui soient susceptibles d'expliquer le « miracle » chinois. Nous focaliserons ensuite sur les performances de l'économie chinoise afin de comprendre au mieux les fondements de son modèle de croissance.

1. LA MODERNISATION DE L'ECONOMIE CHINOISE

1.1. La Chine : La situation de départ

Avec la création de la République populaire de Chine en 1949, le nouveau régime chinois a marqué une profonde rupture avec le passé en mettant fin aux désordres internes et en adoptant une idéologie basée sur le nationalisme. La doctrine politique et idéologique - le communisme - était diffusée par des mouvements de masse contrôlés par le parti. Le marché était perçu comme un instrument de capitalisme et d'impérialisme. L'Etat prenait en charge l'allocation des ressources directement par le biais de la planification et éliminait toute forme de propriété privée. Dans ce cadre une série de réformes ont été lancées dans l'ensemble des secteurs de l'économie :

- En matière d'agriculture, le but était la constitution d'un surplus agricole qui pourrait former une importante source de financement. Au début des années 50, il a été procédé à une redistribution de près de 117 millions d'hectares de terres arables à plus de 300 millions de fermiers (UNDP, 1999, p. 20) ;

Le gouvernement a remplacé les fermages par une combinaison de taxes publiques, de livraisons obligatoires et d'un système de prix qui maintenait les prix agricoles à un niveau bas et les prix industriels à un niveau élevé. Il a été introduit diverses formes de collectivisation pour gérer les domaines agricoles telles que les coopératives élémentaires et les équipes d'entraide qui conduiraient à l'abolition de la propriété privée.

- Pour ce qui du secteur industriel, la politique industrielle devait permettre l'industrialisation rapide du pays. Le régime était disposé à contrôler l'ensemble des secteurs, il maintenait dans les secteurs de l'agriculture la consommation à un niveau faible afin de dégager des ressources pour l'investissement. En 1949, l'Etat était responsable de 35% de la production industrielle, ce chiffre est passé à 57,5% en 1953 du fait des nationalisations (UNDP ; 1999, p.20). Dans les années 50, un mouvement de nationalisation des propriétés de Guomindang (classe capitaliste) a été lancé. En 1958, les entreprises industrielles privées ont complètement disparu.

- Le secteur des services était lui aussi soumis au contrôle étatique. Ainsi, entre 1952 et 1978, le nombre de personnes employées dans les petits commerces de détail, la restauration et la vente de produits de consommation courante est tombé de 9,5 à 6,1 millions alors que, dans le même temps la population augmentait de deux tiers. Le nombre des points de vente est tombé de 5,5 millions à 1,3 million. (Maddison, 1999, p.94)

Entre 1952 et 1978, la Chine a connu ses premiers pas de croissance, le PIB tripla, le produit réel par habitant augmenta de plus de 80 % et la productivité de la main-d'œuvre progressa de plus de 60 %. En 1952, la part de l'industrie dans le PIB était six fois moins importante que celle de l'agriculture. En 1978, elle était plus élevée. Or dans l'ensemble, cette période a été marquée par un développement économique interrompu par des agitations politiques, la guerre de Corée, les perturbations provoquées par la rupture sino-soviétique et les blessures que la Chine s'est elle-même infligées avec les campagnes « Hundred flowers » et

l'« Anti- rightist compaigns » (1956-1957), le Grand Bond en avant (1958-1960) et la Révolution culturelle (1966-1976)¹. Tous ces événements ont ébranlé profondément le système économique et le système politique du pays et ont eu un impact négatif sur l'efficacité et la productivité en rendant le sentier de croissance instable.

1.2. Le tournant : Les réformes

A la fin des années 70, la Chine a marqué un tournant radical dans sa trajectoire économique par le lancement de plusieurs réformes.

1.2.1. Fondements théoriques des réformes

Depuis 1978, avec la venue de Deng Xiaopin au pouvoir, la Chine a adopté une panoplie de réformes touchant l'ensemble des secteurs de l'économie. L'objectif était de faire de la Chine une « socialist market economy » (économie socialiste de marché). Ces réformes surviennent dans des conditions plus au moins adéquates. En effet, la Chine de 1978 n'est pas celle de 1949. Des progrès ont été réalisés dans divers domaines (Education, santé, industrie, agriculture, Sciences et Technologie) (Voir Harold, 1992 ; UNDP, 1999). La Chine opte pour une nouvelle approche de réformes basée sur plus de pragmatisme et de

¹ En 1956-1957, Mao Zedong a lancé la « Hundred Flowers compaign » invitant la classe intellectuelle à s'exprimer librement sur la politique du gouvernement. Face à la critique de certains intellectuels condamnant le monopole du pouvoir par Mao, ce dernier lança une campagne de discrimination, la « Anti-Rightists compaign » qui toucha près d'un demi millions de personne. Cette campagne coûta à la Chine la non-participation d'une partie des intellectuels au développement du pays. Une année après, « le grand band en avant » est lancé. Il a pour but de stimuler en un temps record la production par la collectivisation agricole, l'élargissement des infrastructures industrielles et la réalisation de projets de travaux publics d'envergure. La révolution culturelle (1966-1976) visait à bafouer les valeurs traditionnelles chinoises. C'est ainsi que des milliers de sculptures et de temples furent détruits et des intellectuels furent humiliés.

réalisme¹. Le choix de la Chine pour cette approche découle de deux raisons : l'absence à la fois d'objectifs de réforme clairement définis et de groupes forts favorables à la réforme au sein de sa structure du pouvoir politique (Gang et Benoit, 1996). Les avantages de cette approche graduelle se manifestent dans le renforcement de la flexibilité de l'économie et le développement des institutions, dans la capacité des agents économique à faire face aux changements et aux chocs et à entreprendre les corrections et les ajustements à temps.

Le contexte chinois se définit par un certain nombre d'éléments (Harold, 1992 ; Lin et al, 1994 ; Gang et Benoit, 1996 ; Sachs et Woo, 1997) :

- *Le gradualisme et l'expérimentation* : les réformes sont adoptées de manière graduelle aussi bien sur la plan temporel que de profondeur (c'est-à-dire, en contenu) et une fois celles-ci sont expérimentées, évaluées et ont généré de bons résultats. Le processus de réforme est cumulatif, les réformes sont engagées « pas à pas » et dépendent de leur réussite. Le rapport de la banque mondiale (2012, p. 4) définit ce processus comme « *crossing the river by feeling stones* ». La Chine a envisagé de s'ouvrir sur l'extérieur de façon très graduelle sous le nom de « la politique de la porte ouverte ».

- *La dualité* : Elle se manifeste particulièrement dans « le système à deux voies ». Ce dernier est utilisé pour la première fois dans la réforme du système des prix. Le passage d'un système de prix planifiés à un système de prix de marché ne s'effectue pas de manière subite

¹ En littérature, deux approches majeures sont particulièrement connues pour caractériser le passage d'une économie planifiée et centralisée vers une économie de marché (Lin et al, 1994). La première est dite « Big Bang » ou « Shock therapy », celle-ci met l'accent sur les mécanismes de stabilisation, de libéralisation et de privatisation comme outils de réforme. Les pays de l'Est de l'Europe ont particulièrement adopté cette approche. La seconde, adoptée par la chine, est dite graduelle ou organique. Cette approche est séquentielle, incrémentale et expérimentale.

mais plutôt partielle et graduelle par l'intermédiation d'un double système de prix qui offre aux entreprises le choix du système qui les arrange le plus.

- *La décentralisation* : Le gouvernement tente de réduire la mainmise de la prise de décision au niveau central par la décentralisation du pouvoir de décision vers les entités micro-économiques (entreprises, individus, autorités locales).

- *L'auto-renforcement* : la réforme dans un domaine génère des effets d'entraînement sur d'autres en les contraignant à se réformer.

1.2.3. Contenu des réformes

Les réformes rurales

L'objet de la réforme est de redonner la terre au paysan. Ainsi, le système des communes fut aboli, un système de « contrats de responsabilité avec les ménages » (Household Contract Responsibility System) a été instauré : La terre est louée au ménage à un certain volume de production, et lui laissant la possibilité de vendre sur le marché libre le surplus généré. Par ailleurs, il a été permis la création des entreprises de communes et de villages « *Town and Villages Enterprises* » (TVE). Des entreprises publiques pouvaient être dirigées comme des entreprises capitalistes. Par ailleurs, le gouvernement assouplit les contrôles sur les mouvements de population entre les campagnes et les villes¹ et il autorisa la création d'entreprises privées en zone rurale par la formule « *Community Owned Enterprises* » (COE) boostant ainsi le secteur non étatique, la création de l'emploi dans ces nouvelles activités industrielles et réduisant du même coup l'attrait de l'agriculture. Ainsi, le nombre des entreprises municipales et villageoises a augmenté peu après 1978, leur

¹ Durant la période maoïste, le système « Hukou » a été instauré afin de limiter la mobilité de la main d'œuvre spécialement de la campagne vers la ville afin de forcer le paysan à travailler la terre. Il s'agit d'un système de registres qui obligeait les ménages ruraux à se faire inscrire auprès des autorités locales ; ils se trouvaient ainsi bloqués dans des emplois peu rémunérés dans l'agriculture, les industries et les services ruraux.

taille moyenne en termes d'emplois s'est élevée sensiblement, puisque leur effectif total est passé de 28 millions en 1978 à 59 millions en 1996. La productivité de la main-d'œuvre est multipliée par sept dans les entreprises municipales et par près de onze dans les entreprises villageoises (Maddison, 2007, p. 92).

Les réformes dans l'industrie

En matière de restructuration industrielle, la Chine met en œuvre une voie originale, sous la forme d'une stratégie de contournement (Judet, 1996). Cette dernière a pour objectif de pratiquer une pression croissante, mais par palier, sur un secteur d'État notoirement inefficace en accélérant le développement et l'efficacité des secteurs non étatiques de l'entreprise collective, de l'entreprise privée et des entreprises étrangères (ou en société à capitaux mixtes). Le développement du secteur agricole a encouragé la libéralisation dans les autres secteurs de l'économie en 1984. Jusqu'en 1978, l'industrie était sous le harnais de l'État et l'investissement financé entièrement sur fonds publics. Les entreprises publiques étaient, en général, de grande taille et les salariés bénéficiaient de la sécurité de l'emploi et de certains avantages sociaux. Le gros de la production industrielle était donc du ressort de l'État. Les petites entreprises industrielles qui étaient dans l'ensemble non étatiques ont connu des évolutions mais relativement limitées. Elles voguaient autour des objectifs du plan. Depuis 1978, le schéma a changé. Les entreprises de l'État, les SOE (*State Owned Enterprises*) localisés pour la plupart dans les zones urbaines se libéralisent de manière incrémentale, l'État en leur délègue le pouvoir de décision en matière de production, de commercialisation et d'investissement. Depuis 1983, des formules ont été introduites afin de stimuler les SOE, le système des contrats de responsabilité ou encore avec la réforme « Ligaishui » (ou la taxe sur le profit), les entreprises gardent leur statut d'entreprises publiques mais leur fonctionnement ressemble de plus en plus à celui des entreprises privées. Depuis 1997, les pouvoirs publics ont entrepris une politique qui consiste à laisser disparaître les petites entreprises non performantes et à

restructurer les grandes; cette politique connu sous le nom « Grasp the Large, Release the Small » a fait que durant les cinq années qui ont suivi, le nombre d'entreprises industrielles contrôlées par l'État a diminué de 61% entre 1997 et 2002 (Wang, 2010, p.85).

La réforme dans le Commerce et les services

En matière de commerce, les contraintes sont également abolies et le secteur libéré. Entre 1982 et 1985 près de 75% des entreprises d'Etat de commerce et de service sont liquidées ou privatisées (Sachs, 1997, p.12). L'Etat a permis la création de marchés libres pour les biens alimentaires et de consommation. Il a introduit également un éventail de lois sur la concurrence qui visent à unifier le marché interne. Les résultats de cette réforme sont assez appréciables, en 1996, 93 % des commerces de détail, 96 % des restaurants et 53 % du commerce de gros étaient aux mains d'entrepreneurs privés. Le nombre des commerces de détail a été multiplié par plus de 13, celui des restaurants et de la confection de plats à emporter par plus de 20 (Maddison, 2007, p.97).

L'ouverture au marché international

La politique d'ouverture a consisté à valoriser l'avantage comparatif de l'économie chinoise qui repose d'une part sur l'abondance de la main d'œuvre et, d'autre part, sur son faible coût. Et ce particulièrement pour les provinces côtières. La Chine a amorcé son ouverture sur l'extérieur à deux provinces côtières : le Guangdong et le Xiamen. Puis en 1980, elle a créé quatre Zones Economiques Spéciales (ZES) à Shengzen, Zhuhai, Shantou et Xiamen. Ces ZES constituaient des ensembles d'expérimentation surveillés de près, offrant une législation plus avantageuse, et des conditions préférentielles pour attirer les investisseurs chinois d'outre-mer originaires essentiellement des deux provinces. Ces zones ont pour objectifs d'injecter du capital étranger dans l'économie, de promouvoir l'adoption de nouvelles technologies et techniques de gestion, et d'augmenter la capacité de production des

exportations¹. Ensuite, il y a eu la création de quatorze villes côtières et des zones de développement économique et technique (ZDET), plus orientées vers le transfert de technologie en 1984, et l'aménagement de zones économiques ouvertes autour des deltas du Yangtsé, de la Rivière des Perles et du Minnan en 1985. Trois ans plus tard, une nouvelle ZES est créée dans la province de Hainan. Par la suite, en 1992, l'ouverture s'allonge à six ports situés sur le fleuve Yang Tsé, à treize villes frontières et à toutes les capitales de provinces et de régions autonomes. Au final, c'est toute la façade maritime chinoise qui s'en trouve transformée. D'après le Secrétariat d'Etat à l'industrie en Chine (1999), les ZES ont permis le développement du commerce extérieur et l'investissement étranger. Cependant, les effets d'entraînement attendus du développement vers l'intérieur du pays ne se sont pas manifestés comme prévu. L'ouverture s'est finalement réalisée, en partie, au prix de disparités de croissance et de revenus aux dépens des provinces de l'intérieur du pays.

Développement des capacités scientifiques et technologiques

Après le démantèlement de son système scientifique lors du « grand bond en avant »², il a fallu attendre 1978 l'arrivée de Deng Xiaoping pour que l'activité intellectuelle de manière générale soit réhabilitée. Jusqu'à cette date, le système de recherche chinois était calqué sur le système soviétique où il était entièrement géré par le gouvernement central. L'activité de recherche se concentrait dans quelques institutions d'Etat notamment l'Académie des Sciences de Chine (ASC). A partir du

¹ Les performances ont été remarquables puisque Shenzhen, par exemple, qui représentait, en 1980, 0,6 % du PIB de la province et 0,5 % des exportations, représentait en 1993 respectivement 10,2 % et 22,3 %. Cela correspond à une croissance du PIB de 35 % par an entre 1979 et 1995 (Renard, 2004, p.4).

² Les universités sont restées fermées pendant quatre ans et nombre de chercheurs, forcés de se reconvertir comme manœuvres, ne sont jamais retournés dans leurs laboratoires.

début des années 1980, un système de recherche et d'innovation organisé sur un modèle plus « occidental » vient se surajouter à cet ancien système comme une deuxième strate. Un système dans lequel la recherche est financée sur une base compétitive, notamment par le biais de programmes incitatifs. Des institutions sont créées à l'image de la Commission d'Etat des Sciences et des Techniques (CEST), ainsi qu'un nombre significatif d'instituts de recherche et de laboratoires, pour la plupart liés aux universités, contrebalançant ainsi le rôle dominant de l'ASC. En 1986, fut la création, sur le modèle de la National Science Foundation (NSF) américaine, de la Fondation nationale chinoise pour les sciences naturelles (FNCS). Des programmes nationaux de recherche ont été envisagés (programme 863 pour les hautes technologies, programme 973 pour les sciences fondamentales, programme Torch, programme Spark) (OST, 2006).

Par ailleurs, la réforme a visé à introduire des mécanismes favorisant l'instauration d'un marché de la technologie, c'est-à-dire soumettre la production de la connaissance aux lois du marché. Ces marchés de technologies sont censés être des liens entre sciences et industrie. Pour donner une forme légale à la réforme, un système de propriété intellectuelle a été établi. Pour la concrétiser, diverses approches sont testées puis filtrées : introduction des contrats de R&D, création de réseaux, création d'unités de valorisation commerciale, transformation des instituts technologiques en des entreprises intensives en technologie. Et pour réduire le retard technologique, des initiatives ont été mises en place: construction de parcs scientifiques et technologiques, octroi d'aides et de subventions aux entreprises de hautes technologies, faciliter le transfert de technologies étrangères en autorisant progressivement, puis en encourageant fortement, les entreprises étrangères à implanter des centres de R&D (Gu & Lundvall, 2006).

Tableau 7: Liste des programmes nationaux de recherche

<i>Program</i>	<i>Agency</i>	<i>Year begun</i>	<i>Focus</i>
Spark	Ministry of Science and Technology	1985	Improve agricultural technology and develop agro-industrial clusters
Torch	Ministry of Science and Technology	1998	Develop high-tech industries and development zones and provide laboratories and equipment
Program 863 (national high- and technology research and development program)	Ministry of Science and Technology	March 1986	Enhance international competitiveness and improve overall capability of R&D in high technology with 19 priorities)
National Key Technologies R&D Program	Ministry of Science and Technology	1982	Support applied R&D to meet critical technological needs in key sectors
Program 973 (national basic research program)	Ministry of Science and Technology	June 1997 (combined with Climbing program initiated in 1992	Strengthen basic research in line with national strategic targets (primarily in agriculture, energy, information, resources and environment, population and health, and materials)
	Ministry	1984 (national key laboratories	Support national key laboratories program, national key science projects program, and national engineering technology

R&D infrastructure and facility development	of Science and Technology	program)	research centers development program,
		1986	Promote and finance basic and some applied research
National naturel science foundation	National naturel science foundation	1995	Improve overall institutional capacity and develop key disciplinary areas in selected universities, and develop public service system of higher education
Program 211	Ministry of education	1998 (first phase);	(three networks)
Program 985	Ministry of education	2005 (second phase)	Turn China's top 150 universities into world-class research institutions

Source: Yusuf & Nabeshima (2008, p.238)

Dans le secteur de l'éducation, le principal objectif était de développer les trois niveaux de l'enseignement : primaire, secondaire et supérieur. Rappelons que les effets de la Révolution culturelle sur le secteur éducatif étaient désastreux particulièrement pour l'enseignement supérieur. Pratiquement tous les établissements d'enseignement supérieur étaient fermés, les professeurs faisant l'objet d'une chasse humiliante, le taux d'inscription à l'enseignement supérieur qui était de 0,05% en 1971 est tout expressif de cette situation. Et par la suite le redressement était très long, il a atteint 2% en 1980. Aujourd'hui, les progrès dans les secteurs de la recherche et de l'éducation sont remarquables.

Tableau 8: Quelques indicateurs de performance sur la recherche et sur l'éducation

	1980	1995	2008
DIRD/PIB	-	0,57	1,46
DIRD/habitant	-	9,54*	90,74*
Chercheur en R&D (pour un millions de personnes)	-	446,93	1198,86
Publications scientifiques	-	-	104 968
Demands de brevets	-	18 699	289 838
	105,52	438,13	2022,21
Nombre d'étudiants de l'enseignement supérieur par 100,000 habitants	-	-	7071047
Diplômés de l'enseignement supérieur	66	81	93,9
Taux d'alphabétisme des adultes	113	114	109
	46	67	81
Taux brut de scolarisation primaire	2	5	26
Taux brut de scolarisation secondaire			
Taux brut de scolarisation supérieur	27,24	22,85	17,55
	18,88	15,07	15,99
Ratio élève-enseignant primaire			
Ratio élève-enseignant secondaire			
Redoublants (% des inscriptions totales)	6,51	2,83	0,28
Primaire	2,34	0,53	0,3
Secondaire			

Source : Etabli par nous (chiffres bases de données de : UNESCO, OCDE, Banque mondiale, WIPO) * Année 1996.

2. L'ECONOMIE CHINOISE : Quelles Performances

2.1. Fondements du modèle de croissance

Aujourd'hui, il est de plus en plus admis que le modèle de croissance de la Chine, à l'instar des autres économies asiatiques, converge vers la forme de développement connu sous le terme de « développement en vol d'oies sauvages »¹ initialement mis en œuvre avec succès par plusieurs pays asiatiques. Ainsi, le développement de la Chine est marquée par (Artus, 2011, p. 48)

- La suprématie de l'investissement industriel ;
- L'appui remarquable sur le commerce international et ce notamment depuis l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) au début des années 2000 ;
- Le recul de la part de la consommation des ménages de 45 à 35 % du PIB en dix ans.

Le modèle « en vol d'oies sauvages » incorpore un principe de changement permanent, l'évolution vers des productions à plus forte valeur ajoutée, la montée en gamme. De là, il peut être qualifié de vraie stratégie de développement (Mistral, 2011). Dans ce cadre la Chine a mené une politique économique volontaire combinant ouverture aux investissements directs étrangers et stimulation du commerce. Ceci s'est traduit par une industrialisation et une urbanisation rapides, notamment des zones côtières, faisant passer la population urbaine à près de 50 % de la population totale ; une accélération des échanges extérieurs et des taux importants de croissance. Elle a adopté le principe de substitution des importations par la maîtrise progressive de technologies initialement importées en s'appuyant sur sa compétitivité-prix. Le secteur du textile est l'exemple le plus illustratif de ce processus de développement. Actuellement, le ferroviaire, ou même l'aéronautique, sont

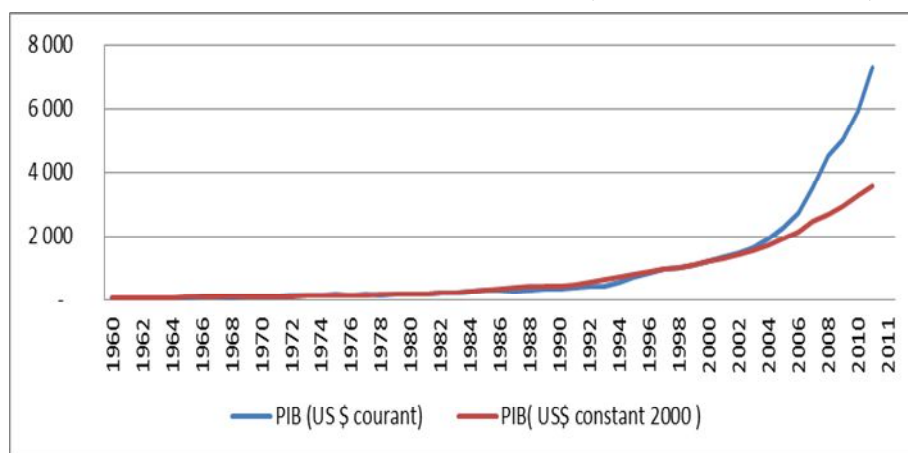
¹ La théorisation de la stratégie « en vol d'oies sauvages » revient à l'économiste japonais Kaname Akamatsu dans les années trente. Il décrit cette stratégie comme un processus de vagues successives de vols groupés en forme de V.

en train de connaître le même processus de montée en gamme et d'appropriation progressive par « transfert » de la technologie. Par comparaison avec d'autres expériences asiatiques de rattrapage, la taille de l'économie chinoise et l'immensité de ses réserves en main d'œuvre introduisent un élément totalement nouveau, la capacité à jouer sur tous les fronts à la fois, avec une gradation des productions selon leur intensité technologique des zones côtières vers l'intérieur du pays (Mistral, 2011). De plus, la Chine a puisé dans l'expérience des dragons asiatiques un élément important de sa stratégie de développement qui consiste à combiner des industries exportatrices dynamiques et la protection des industries locales. Les dragons n'étaient pas de taille à déstabiliser durablement l'économie mondiale, qui les a « absorbés » sans difficulté. Alors que la Chine, a pu accéder au rang de grande puissance économique du fait de sa taille avant même d'avoir achevé son rattrapage économique.

La Chine en chiffres

La croissance: Durant les trois dernières décennies, la Chine a enregistré un taux de croissance annuel moyen à deux chiffres qui s'établissait autour de 9,5%. Le PIB de la Chine a décollé particulièrement à partir des années 1990 (voir graphique 2), la période durant laquelle les fruits des réformes commencent à apparaître.

Graphique 2: Evolution du PIB chinois (en milliards de dollars)



Source : Etabli par nous (chiffres de la Banque Mondiale)

Le décollage du PIB chinois apparaît également sur le plan mondial, puisque la Chine est manifestement le pays qui a pris plus de poids aussi bien à l'égard des pays développés qu'émergents. En 1993, le poids du PIB chinois dans le PIB mondial était de 2,5%, il est passé à 5,2% en 2005, alors que celui des Etats-Unis par exemple a évolué seulement de 26,7% à 29,2% (Biollot et al, 2009, p.11). La décomposition sectorielle de la valeur ajoutée en pourcentage du PIB chinois exprime un changement structurel de l'économie et révèle que celle-ci est drainée principalement par le secteur industriel. Ce dernier est originaire de près de 50% de la valeur ajoutée. En 1980, l'industrie était responsable de 47,1% de la valeur ajoutée. En 2010, sa part n'a pratiquement pas changé puisque elle passe seulement à 46,75%. Contrairement à l'agriculture qui a vu sa part réduire de deux tiers, elle passe durant la même période de 30,1% à 10,1% cédant ainsi du terrain au secteur des services qui a pris énormément de poids. Les services ont doublé leur contribution à la valeur ajoutée en passant de 21,6% à 43,14% dans la même période.

Développement humain

Par ailleurs, depuis l'amorce des réformes économiques la Chine a réalisé des progrès importants en termes de croissance de son indice de développement humain (IDH). Elle obtient l'un des meilleurs taux de croissance (tableau 3). Son IDH passe de 0,404 en 1980 à 0,687 en 2011, elle passe de ce fait de la catégorie des pays à faible IDH à celle des pays à IDH moyen.

Tableau 3 : Evolution de l'Indice du Développement Humain

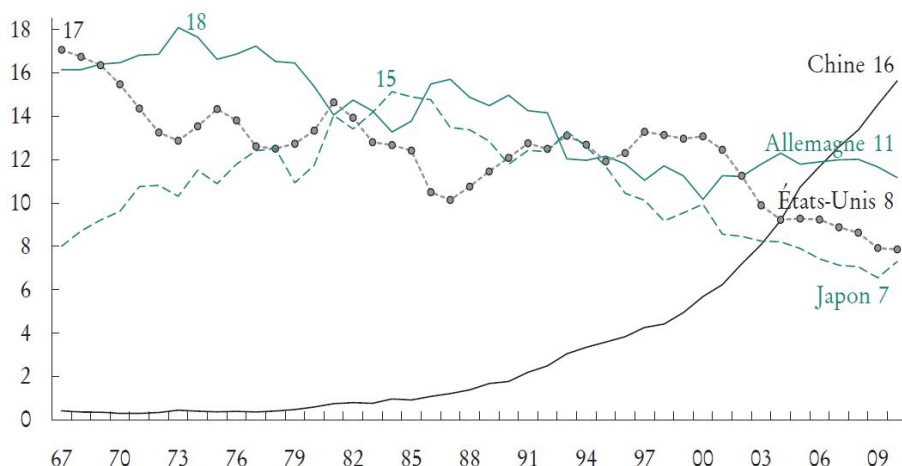
	1980	1990	2000	2005	2009	2010	2011	Croissance annuelle moyenne de l'IDH %		
								1980–	1990–	2000–
								2011	2011	2011
États-U	0,837	0,870	0,897	0,902	0,906	0,908	0,910	0,27	0,21	0,13
France	0,722	0,777	0,846	0,869	0,880	0,883	0,884	0,66	0,62	0,40
F. Russ	-	-	0,691	0,725	0,747	0,751	0,755			0,81
Brésil	0,549	0,600	0,665	0,692	0,708	0,715	0,718	0,87	0,86	0,69
Chine	0,404	0,490	0,588	0,633	0,674	0,682	0,687	1,73	1,62	1,43

Source : CNUCED, Rapport développement humain 2011

2.2. Commerce extérieur

En s'intégrant dans les flux économiques internationaux, la Chine est en très peu de temps devenue un acteur clé du commerce mondial. C'est à partir des années 1990 que les exportations chinoises se diversifient et s'accroissent considérablement. Sur la période 1982-2010, le montant total des exportations chinoises est passé de 23,6 milliards d'USD à 1752 milliards d'USD en 2010 (Banque mondiale, 2012). En 2009, la Chine est devenue le premier exportateur mondial de marchandises et deuxième importateur. La politique d'ouverture a permis un changement fondamental dans la structure du commerce extérieur chinois. Alors qu'au début des années 1980, les produits primaires constituaient le principal poste d'exportation, la Chine exporte désormais de plus en plus de produits manufacturés. En 2010, la part des exportations chinoises dans le commerce mondial de produits manufacturés a atteint 16%, un seuil que n'ont guère franchi les plus grands exportateurs dans le passé (Graphique 2). Ceci lui permet non seulement d'augmenter le montant de ses exportations en se tournant vers des produits à plus forte valeur ajoutée, mais aussi d'être moins tributaire de la volatilité du cours des matières premières.

Graphique 2: Principaux exportateurs de biens manufacturés
(part dans le commerce manufacturier mondial, en %)



Source : CEPII (2012)

2.3. Investissement Direct Etranger

L'une des caractéristiques les plus marquantes de l'ouverture économique de la Chine est l'afflux massif d'investissements directs étrangers (IDE) vers ce pays, même si la Chine ne s'est éveillée que très tardivement aux IDE. Les IDE en Chine ont connu un démarrage assez lent avant de prendre de l'ampleur au début des années 90. Ainsi, la Chine est devenue dès 1993, le principal pays d'accueil des IDE après les États-Unis et le premier pays d'accueil parmi les pays en développement. En 2003, la Chine a dépassé les États-Unis pour devenir le premier récipiendaire mondial d'IDE. Les flux d'IDE en direction de la Chine n'ont cessé de croître au cours des dernières années pour atteindre près de 105 milliards de dollars en 2010, alors que ceux sortants de Chine ont atteint 68 milliards dépassant ainsi pour la première fois ceux du Japon (CNUCED, 2011). Ils sont devenus un moteur de croissance, ils apportent non seulement des capitaux, mais aussi des pratiques de gestion et des opportunités d'emploi pour le pays. Il est même considéré que en dépit d'un système financier déficient, l'IDE en Chine parvient à entretenir une croissance économique soutenue (Pairault, 2010).

Dans les années quatre-vingt, une grande partie des IDE

concernait les activités aux cycles de vie courts, comme le tourisme, l'hôtellerie, les activités d'assemblage et l'immobilier. À partir des années quatre-vingt-dix, des mesures ont été prises en vue d'une part d'encourager l'entrée des IDE intensifs en technologie¹ et, d'autre part, d'instaurer un environnement égal à toutes les entreprises nationales et étrangères par la réduction des traitements préférentiels accordés aux entreprises à capitaux étrangers (Vu et Démurger, 2002).

Durant la dernière décennie, le changement se fait sentir. En 2005, le secteur manufacturier reçoit 63 % du capital étranger. Le secteur des transports n'accueille que 3 % des IDE, tandis que généralement, une part importante des flux des IDE vers les pays en voie de développement se dirige vers les secteurs de la distribution, des transports et télécommunications et de la finance (Poncet, 2008). En 2010, selon le rapport de la CNUCED (2011, p. 46), la part des services et des investissements intensifs en technologie entrant en Chine est de 20%.

Conclusion

Les performances de la Chine sont d'autant plus remarquables que les réformes y sont progressives et que ce pays se développe en dépit du contrôle important, bien que déclinant, exercé par l'État sur le capital des entreprises et de l'intervention des pouvoirs publics dans l'économie. Depuis le milieu des années 80, la Chine a stimulé le commerce et a bénéficié de flux d'investissements directs étrangers, qui ont permis une hausse considérable de la compétitivité globale du pays et une intégration rapide dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Elle a consenti des efforts importants en matière de recherche et d'éducation qui ont permis d'élever le niveau de qualification de la population active et

¹ Pour réorienter les IDE dans les secteurs souhaités, le gouvernement chinois a promulgué en 1986 une loi faisant une distinction entre investissements productifs et non productifs, seuls les premiers (en l'occurrence, les entreprises exportatrices de haute technologie) pouvant désormais bénéficier des avantages les plus grands.

d'accompagner son développement. En bref, la Chine a su prendre en compte la mondialisation, ses interdépendances et ses contraintes réciproques

Bibliographie

- Maddison (Angus), L'économie Chinoise : Une perspective historique, Centre de développement de l'OCDE, 2007.
- Artus (Patrick), Mistral (Jacques) et Plagnol (Valérie), L'émergence de la Chine : impact économique et implications de politique économique, La documentation française, 2011
- Biollot (Jean-Joseph), Gnesotto (Nicole), Grevi (Giovanni), Fourquin (Michel) et Mignucci (Bernard), Regards croisés sur l'économie des pays émergents, in « onze questions sur les grandes économies émergentes », CEPII, 2009, pp. 7-14.
- CNUCED, Rapport sur l'inversement dans le monde, 2011 ;
- Fan (Gang), Kremer (Benoit). Chine : la double voie vers l'économie de marché. In: Politique étrangère N°2 - 1996 - 61^è année, pp.337-351.
- Gu (Shulin), Lundvall (Bengt-Åke), Policy learning as a key process in the transformation of the Chinese innovation systems, in Lundvall (Bengt-Åke), Intarakumnerd (Patarapong), Vang (Jan), Asia's Innovation Systems in Transition, Edward Elgar, Massachusetts, USA, 2006
- Harrold (Peter), China's Reform Experience to Date, World Bank discussion papers, N°180, 1992
- Judet (Pierre). La Chine monte en puissance. In: Tiers-Monde. 1996, tome 37 n°147. pp. 473-492
- Lemoine (Françoise). L'intégration de la Chine dans l'économie mondiale. In: Tiers-Monde. 1996, tome 37 n°147. pp. 493-523.
- Lemoine (Françoise), La montée en puissance de la Chine et l'intégration économique en Asie, Hérodote, n° 125, La Découverte, 2^e trimestre 2007, p. 62-76

- Lemoine (Francoise), Ünal (Deniz), Rééquilibrage du commerce extérieur chinois, lettre de CEPII, N° 320 - 15 mai 2012
- Lin (Justin Yifu), Cai (Fang), Li (Zhou), China's Economic Reforms: Pointers for Other economies in Transition?, policy research working paper -1310, World Bank, june 1994
- Mistral (Jacques), La réorientation de la croissance chinoise : Sa logique, ses enjeux et ses conséquences, Note de l'Ifri, Mars 2011.
- Mittelman (James H)., Globalization and Development: Learning from Debates in China in Sous la direction de Nederveen Pieterse (Jan), Rehbein (Boike), Globalization and Emerging Societies, PALGRAVE MACMILLAN, Great Britain, 2009, pp. 85-103
- OST, La Chine : dossier pays, décembre 2006.
- Pairault (Thierry), le rôle des investissements directs étrangers entrants et sortants en Chine : une appréciation, région et développement n°31, 2010
- Poncet (Sandra), Les investissements directs en Chine, moteurs de croissance, Notes de synthèse du SESP N° spécial, Juillet 2008
- Renard (Mary Françoise), La montée en puissance de la Chine dans le commerce mondial : Une réussite spectaculaire pour une économie fragile, Revue d'Economie Financière, N°2, 2004, pp.1-20
- Sachs (Jeffrey D), Woo (Wing thye), Understanding china's economic performance, NBER, working paper N° 5935, 1997.
- UNDP, China human development report: transition and state, 1999
- Wang (Warren), Moving toward accountability in China, in Svetlana Borodina, Oleg Shvyrkov, Jean-Claude Bouis, Investing in BRIC country, McGraw-Hill, 2010. pp. 81-108
- Yu (Chen), Démurger (Sylvie), Croissance de la productivité dans l'industrie manufacturière chinoise : le rôle de l'investissement direct étranger, Économie internationale 92 (2002), pp. 131-164.
- Yusuf (Shahid), Nabeshima (Kaoru), Strengthening China's Technological Capability, in Jiwei Lou, Shuilin Wang, public finance

in china : Reform and Growth for a Harmonious Society, World bank, 2008, pp. 223-251,

- World Bank, China 2030: Building a Modern, Harmonious, and Creative High-Income Society, 2012